L'économie française a-t-elle besoin des immigrés ?

15/02/2012 à 6h12

La France accueille entre 5,3 millions d'immigrés selon la définition de l'Insee ("personne étrangère née à l'étranger", donnée 2008) et 7,2 millions d'immigrés selon la définition internationale des Nations Unies, donnée 2010). Soit entre 8,3% et 11,1% de sa population totale.

On compte 1,5 millions de travailleurs étrangers – immigration légale – sur le territoire, dont 40% sont d'origine communautaire. Selon François Héran, directeur de l'Institut national d'études démographiques (Ined),

> *les étrangers non communautaires travaillent essentiellement dans les secteurs de la confection, du textile ou de la construction. Ils sont en majorité ouvriers (42%). Moins diplômés que les Français, les étrangers non communautaires souffrent davantage du chômage, leur taux d'actifs étant de seulement 23%.*

Pour certains, le taux de chômage des étrangers est trop élevé pour être supporté par notre économie. Au début de son mandat, le président de la République, Nicolas Sarkozy, avait mis en avant "l'immigration choisie" pour lutter contre l'immigration clandestine. Une politique qui s'est modifiée en fin de mandature. «J'ai demandé que l'on réduise le nombre de personnes admises au titre de l'immigration du travail», déclarait Claude Guéant en avril 2011.

Réduire les flux migratoires vers l'Hexagone ferait économiser 40 milliards d'euros à la France, argue Marine Le Pen, la présidente du Front National, qui vise, elle «l'immigration zéro».

Mais pour d'autres, l'immigration est au contraire bénéfique à l'économie. Des universitaires de Lille ont établi que l'immigration rapportait 12,4 milliards d'euros à la nation, en comptabilisant non seulement le coût social (estimé à 47,5 milliards d'euros en 2009) mais aussi les bénéfices rapportés à la Nation par le travail des immigrés à travers les impôts, CSG, CDRS et autres cotisations sociales.

Le candidat PS, **François Hollande**, soutient que le problème du chômage en France (4,2 millions de personnes inscrites sur les listes de Pôle Emploi fin 2011) ne pourra être résolu en supprimant l'immigration de travail, estimée par l'Office français de l'Immigration et de l'Intégration à 31.500 personnes en 2010. **Son projet prévoit, au contraire, de développer l'immigration de travail pour pallier les tensions du marché de l'emploi dans certains secteurs qui peinent à recruter.**

> ***«Chaque année, d'ici à 2040, la France aura besoin de plus de 300.000 immigrés supplémentaires pour maintenir son potentiel économique et son système de protection sociale», estime Jacques Attali dans son ouvrage «Candidats, répondez!»***

A titre de comparaison, l'Ined estime à «plus de 210.000» le nombre d'étrangers s'installant annuellement en France entre 2003 et 2008 (sauf en 2007 où ils étaient un peu moins de 200.000).

Dans ces conditions, faut-il réduire encore l'immigration, ou au contraire l'augmenter?

newsring.fr